

## RECETTES ET DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Les dépenses des administrations publiques servent à assurer la fourniture de biens et de services et à redistribuer les revenus. Pour financer ces activités, les administrations ont recours aux recettes (notamment fiscales) qu'elles perçoivent et/ou à l'emprunt. Le montant des recettes et des dépenses par habitant donne une indication de l'importance du secteur public dans l'économie des différents pays considérés. Les écarts observés entre les pays, toutefois, peuvent également traduire des divergences dans la conception des services publics et de la gestion des deniers publics (conduisant notamment à opter pour des allègements fiscaux plutôt que pour des dépenses directes). De plus, les recettes et les dépenses sont fortement tributaires des fluctuations de l'activité économique. La crise financière mondiale a eu, dans de nombreux pays de l'OCDE, de lourdes incidences sur les recettes et les dépenses des administrations publiques.

### Définition

Les données sur les dépenses publiques proviennent des *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*, qui s'inspire du *Système de comptabilité nationale (SCN)*, ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles concernant les comptes nationaux approuvé au plan international. Le secteur des

administrations publiques regroupe l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale rattachées à ces entités. Les estimations sous-jacentes concernant la population sont fondées sur la notion de résidence au sens du SCN. Elles tiennent compte : des personnes qui sont résidentes d'un pays pendant plus d'une année, indépendamment de leur citoyenneté, ainsi que des personnels diplomatiques étrangers et des personnels de défense, et de leurs familles ; des étudiants suivant un cursus et des patients suivant un traitement médical à l'étranger, même s'ils demeurent à l'étranger pendant plus d'un an. Il découle de la « règle d'une année » que les résidents habituels d'un pays qui vivent à l'étranger pendant moins d'une année sont comptabilisés dans la population, tandis que les visiteurs étrangers (les vacanciers, par exemple) qui séjournent dans le pays pendant moins d'un an en sont exclus.

### Comparabilité

Les différences apparaissant dans certains pays entre les montants, par habitant, des recettes et des dépenses des administrations publiques peuvent s'expliquer par le fait que des individus sont susceptibles d'être comptabilisés en tant que salariés dans un pays (dans la mesure où ils contribuent au PIB de ce pays en participant à la production), mais en tant que résidents d'un autre pays (auquel cas leurs traitements et salaires entrent dans le revenu national brut de leur pays de résidence). Les données relatives au Canada, à la Fédération de Russie et à la Nouvelle-Zélande correspondent à 2010 et non 2011. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte du Chili et de la Turquie. Les chiffres concernant le Japon et le Mexique sont estimés pour 2001. Les données relatives à la Fédération de Russie correspondent à 2002 et non 2001.

### En bref

En moyenne dans la zone OCDE, les administrations publiques ont collecté en 2011 environ 15 000 USD, à parité de pouvoir d'achat (PPA), de recettes par habitant, tandis qu'elles ont dépensé cette même année près de 16 000 USD à PPA par habitant.

Le Luxembourg et la Norvège sont les pays de l'OCDE qui affichent les montants de recettes par habitant les plus élevés, puisqu'ils ont perçu plus de 30 000 USD à PPA par habitant ; ces chiffres traduisent l'importance des flux de travailleurs frontaliers et des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, dans le cas du Luxembourg, et des recettes pétrolières, dans le cas de la Norvège. Ces deux pays sont aussi ceux dans lesquels les dépenses publiques par habitant ont été les plus élevées (plus de 25 000 USD à PPA).

La Turquie et le Mexique sont les pays dont les recettes par habitant sont les plus faibles, étant inférieures à 7 000 USD à PPA en 2011. Les dépenses publiques de ces pays sont de même très en dessous de la moyenne (puisque elles représentent moins de 7 000 USD à PPA par habitant). En règle générale, les pays d'Europe centrale collectent eux aussi comparativement moins de recettes par habitant, et dépensent également moins que la plupart des pays de l'OCDE.

Dans tous les pays, les recettes et les dépenses des administrations publiques, par habitant, ont augmenté entre 2001 et 2011. En termes réels, sur la période 2001-11, la Corée a enregistré une croissance annuelle des dépenses publiques par habitant de 6 %, l'Estonie se classant juste derrière (avec un taux de 5 %). Sur la même période, ces deux pays arrivent également en tête pour la croissance annuelle réelle des recettes collectées par habitant (environ 5 %).

### Sources

- OCDE (2013), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2011), *Making the Most of Public Investment in a Tight Fiscal Environment, Multi-level Governance Lessons from the Crisis*, Éditions OCDE.

#### Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

#### Bases de données en ligne

- OCDE (2010), *Principaux agrégats, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.

#### Sites Internet

- Panorama des administrations publiques (matériel supplémentaire), [www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu](http://www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu).



RECETTES ET DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Dépenses et recettes des administrations publiques par habitant

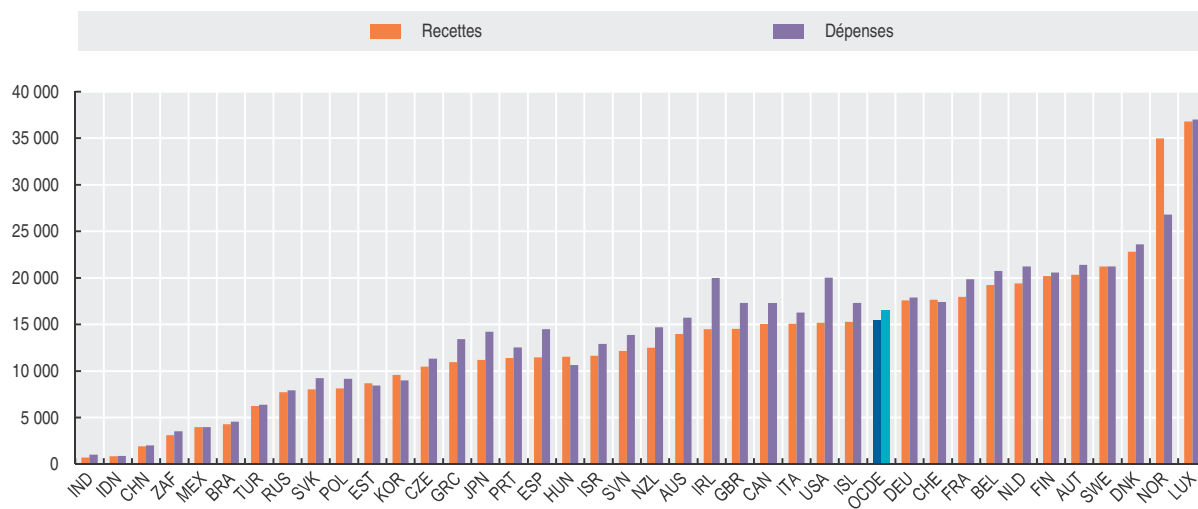
dollars des EU, prix courants et PPA

	Recettes des administrations publiques par habitant				Dépenses des administrations publiques par habitant			
	2001	2007	2009	2011	2001	2007	2009	2011
Allemagne	11 899	15 546	16 087	17 580	12 721	15 465	17 183	17 879
Australie	10 057	13 347	12 846	13 955	10 228	13 153	15 315	15 742
Autriche	14 838	18 129	18 915	20 348	14 894	18 507	20 524	21 381
Belgique	14 115	17 163	17 595	19 240	14 015	17 197	19 658	20 748
Canada	12 508	15 632	14 922	15 053	12 315	15 092	16 769	17 223
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	5 130	8 695	8 521	9 582	4 342	7 479	8 826	9 000
Danemark	16 303	20 964	21 176	22 799	15 955	19 155	22 235	23 598
Espagne	8 609	13 252	11 221	11 469	8 732	12 633	14 795	14 503
Estonie	3 715	7 845	8 468	8 680	3 722	7 330	8 854	8 422
États-Unis	12 355	15 776	14 020	15 171	12 549	17 052	19 382	20 034
Finlande	14 086	19 060	18 981	20 205	12 726	17 130	19 946	20 588
France	13 312	16 516	16 629	17 965	13 753	17 427	19 185	19 843
Grèce	8 158	11 302	11 196	10 950	9 043	13 177	15 754	13 424
Hongrie	5 855	8 623	9 497	11 537	6 409	9 592	10 419	10 637
Irlande	10 459	16 521	13 758	14 474	10 168	16 488	19 251	19 994
Islande	12 761	17 710	15 309	15 270	12 970	15 703	19 023	17 314
Israël	11 037	11 436	10 133	11 621	12 534	11 844	11 868	12 899
Italie	12 149	14 751	14 965	15 075	13 018	15 260	16 713	16 278
Japon	8 429	11 234	10 454	11 195	9 610	11 931	13 251	14 217
Luxembourg	23 829	33 699	34 738	36 809	20 540	30 593	35 375	37 013
Mexique	1 927	2 895	3 336	3 954	1 925	2 966	3 475	3 972
Norvège	21 305	32 190	31 100	34 987	16 364	22 527	25 328	26 812
Nouvelle-Zélande	8 488	12 352	11 865	12 487	8 163	11 093	12 692	14 707
Pays-Bas	13 888	18 497	18 794	19 409	13 966	18 431	21 082	21 229
Pologne	4 220	6 751	6 993	8 120	4 798	7 066	8 385	9 173
Portugal	7 099	9 953	9 856	11 406	7 990	10 730	12 388	12 522
République slovaque	4 582	6 759	7 562	8 023	5 368	7 138	9 371	9 243
République tchèque	6 451	10 257	9 971	10 477	7 392	10 442	11 454	11 330
Royaume-Uni	11 211	14 670	13 721	14 525	11 077	15 679	17 645	17 305
Slovénie	7 997	11 542	11 585	12 145	8 726	11 555	13 261	13 882
Suède	15 843	20 972	20 104	21 235	15 396	19 595	20 468	21 222
Suisse	11 401	14 675	16 244	17 665	11 517	14 220	15 887	17 411
Turquie	..	4 610	5 276	6 230	..	4 822	6 214	6 366
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	10 751	14 647	14 393	15 419	10 716	14 177	16 118	16 548
Afrique du Sud	1 704	2 963	2 795	3 098	1 784	2 824	3 362	3 537
Brésil	2 450	3 494	3 626	4 272	2 638	3 754	3 946	4 564
Chine	395	1 097	1 369	1 897	469	1 048	1 577	2 004
Fédération de Russie	3 341	6 804	7 178	7 706	3 395	5 874	7 942	7 917
Inde	274	589	587	688	422	720	893	997
Indonésie	490	712	677	832	558	750	749	862

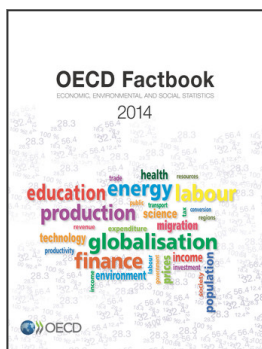
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039844>

Recettes et dépenses des administrations publiques par habitant

Dollars EU, prix courants et PPA, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037507>



Extrait de :  
**OECD Factbook 2014**  
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/factbook-2014-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Recettes et dépenses des administrations publiques par habitant », dans *OECD Factbook 2014 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2014-87-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).